



## **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna  
BP 16 – Havelu  
98600 UVEA**

**Organisation des évacuations sanitaires  
médicalisées ou urgentes au départ et à  
destination de Wallis et/ou Futuna**

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulières (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1- MODE DE PASSATION DU MARCHÉ .....	4
2.2- TYPE DE MARCHÉ.....	4
2.3- ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ .....	4
2.4- FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.5- DUREE DU MARCHÉ.....	5
LA DUREE DU MARCHÉ EST DE 1 AN FERME RECONDUCTIBLE 1 FOIS, SANS POUVOIR EXCÉDER 2 ANS. ....	5
2.6- CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
<b>ARTICLE 3- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4- PRIX, VARIATION DES PRIX ET REVISION DES PRIX .....</b>	<b>6</b>
4.1- CONTENU DES PRIX .....	6
4.2- MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ .....	6
4.3- PRIX DU MARCHÉ .....	6
4.4- CLAUSE DE REEXAMEN.....	7
4.5- IMPOTS ET TAXES .....	8
<b>ARTICLE 5- BON DE COMMANDE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6- MODALITES DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
6.1- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ACOMPTES ET PAIEMENTS .....	8
6.2- PAIEMENT DES COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	9
6.3- MODE DE REGLEMENT .....	10
6.4- DELAI DE PAIEMENT DES PRESTATIONS .....	10
6.5- CALCUL DES INTERETS MORATOIRES .....	10
6.6- COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....	10
6.7- AVANCE .....	10
<b>ARTICLE 7- MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8- PENALITES.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9- FIN ANTICIPEE DU CONTRAT .....</b>	<b>11</b>
9.1- RESILIATION DU MARCHÉ SANS FAUTE .....	11
9.2- RESILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU TITULAIRE .....	11

9.3- CAS DE FORCE MAJEURE.....	12
<b>ARTICLE 10- CESSION DU CONTRAT ET SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>12</b>
10.1-CESSION TOTALE OU PARTIELLE DU CONTRAT .....	12
10.2-SOUS-TRAITANCE.....	12
<b>ARTICLE 11- RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU TITULAIRE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12- CONTINUE DU MARCHE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13- DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>13</b>
13.1-DEROGATIONS AU C.C.A.G-F.C.S.....	13
13.2-DEROGATIONS AUX NORMES HOMOLOGUEES .....	13
<b>ARTICLE 14- LOI APPLICABLE .....</b>	<b>13</b>

## ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Marché conclu entre :

**D'une part**, l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna désignée comme « ADS » et siégeant à l'adresse :

Service Direction Agence de Santé  
Hôpital de Sia - BP 4G Mata 'Utu  
98600 MATA-UTU – Pacifique Sud  
Tél. 00 681 72 07 00  
Mail : [sante@adswf.fr](mailto:sante@adswf.fr)

La personne habilitée à signer le présent marché est le Directeur de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna.

**D'autre part**, l'(les) entreprise(s) attributaire(s) du présent marché, représentée(s) par la personne qualifiée ayant signé l'Acte d'Engagement, et désignée(s) ci-après sous le terme de « titulaire ».

## ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'organisation des évacuations sanitaires médicalisées au départ et à destination de Wallis et Futuna, avec gestion des transports, du suivi du dossier individualisé et parcours de soins du patient.

La prestation de transport est réalisée de jour comme de nuit (24h/24h), tous les jours de l'année y compris jours fériés (365 jours/an).

**Lieu(x) d'exécution** : Île de Wallis et Île de Futuna – Territoire des îles Wallis-et-Futuna.

### Dispositions générales :

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### 2.1- Mode de passation du marché

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert (articles R.2124-1 et suivants et L.2124- et suivants du Code de la Commande Publique 2019). Il suit les dispositions des articles R.2162-1 et, suivants du code de la commande publique 2019 relatif aux accords-cadres.

En cas de procédure infructueuse, le marché pourra donner lieu à une procédure négociée.

### 2.2- Type de marché

Le présent marché est un marché de services.

### 2.3- Allotissement du marché

Le présent marché est composé d'un lot unique décomposé comme suit :

- Les évacuations sanitaires programmées médicalisées par vol commercial
- Les évacuations sanitaires d'urgence par compagnies aériennes privées
- Les transferts médicalisés inter-sites Futuna ⇔ Wallis

## 2.4- Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire, il est exécuté par l'émission de bons de commandes.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum pour la durée initiale et pour chaque période de reconduction compris entre :

Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
0€ TTC	2.000.000€ TTC

## 2.5- Durée du marché

Le marché est exécutoire à compter de sa notification au titulaire.

La durée du marché est de 1 an ferme reconductible 1 fois, sans pouvoir excéder 2 ans.

La décision de reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur informera le titulaire (courrier recommandé ou mail ou porteur ou huissier) deux mois avant la date anniversaire du contrat.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à l'accord-cadre à l'échéance de chaque période annuelle par l'envoi d'un courrier via le profil acheteur au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée. De ce fait, le titulaire ne pourra s'y opposer ni demander une indemnisation pour rupture de contrat unilatérale.

## 2.6- Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP, les normes et spécifications techniques devront être respectées à tout moment.

Toutes les modalités d'exécutions des prestations sont précisées dans le CCTP afférents au marché.

## ARTICLE 3- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire dans les archives de l'ADSWF fait seul foi, commun aux deux lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, commun aux deux lots,
- Le mémoire justificatif établi sur la base des précisions techniques exigées au règlement de consultation, au CCAP et au CCTP, aux fins de décrire les dispositions et moyens que le candidat propose d'adopter pour la réalisation du présent marché,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), pour chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Bon de commande.

Ce dernier document, non joint au dossier de consultation, est réputé connu du titulaire et les parties contractantes leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

## ARTICLE 4-        PRIX, VARIATION DES PRIX ET REVISION DES PRIX

### 4.1-        Contenu des prix

Le prix comprend toutes les charges de personnel, de matériel, de consommables, de fournitures et d'approvisionnements divers, d'assurance, de frais généraux... nécessaires à la réalisation de toutes les prestations figurant dans le CCTP.

Le prix est réputé comprendre tous les frais et charges fiscales, parafiscales, douanières ou autres frappant obligatoirement la prestation.

### 4.2-        Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis au mois de la date limite de remise des offres désigné ci-après le mois  $M_0$ .

### 4.3-        Prix du marché

#### 4.31 Révision des prix

Le prix du marché sera **révisé par l'application d'un coefficient C (de révision)** donné par la formule suivante :

$$C_n = 15 \% + 85 \% (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

$I_n$  = dernière valeur de l'indice connue au mois de la révision des prix.

$I_0$  = dernière valeur de l'indice connue au mois de référence (mois d'établissement des prix = mois précédent celui de la remise des offres).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Dans ce cas, l(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est :

#### Prix du transport aérien

Index	Libellé
IPC	Indice des prix à la consommation - Transport

Publié au Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques de Wallis.

#### Autres prix

Index	Libellé
ICHTrev-TS	Coût du travail (Services administratifs, soutien)

Publié à l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques INSEE.

La révision est effectuée à chaque date anniversaire du présent marché.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes

sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

#### **4.3.2 Forme du prix**

Le marché est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires contractuels sont les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prestations sont rémunérées par application des quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

#### **4.4- Clause de réexamen**

L'ADS et le Titulaire conviennent de se rapprocher à la demande de l'une ou l'autre des deux parties après vérification, audit ou présentation du compte rendu d'activité annuel prévu au présent marché pour vérifier la bonne adaptation des rémunérations aux conditions techniques et économiques, dans les cas suivants :

- 1) Modifications importantes de la consistance et des conditions d'exécution du service global mettant en cause l'économie du contrat,
- 2) Possibilités d'amélioration de la rentabilité du service, à qualité égale, propres à influencer sur les coûts pratiqués,
- 3) En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative au transport aérien de passagers ayant un impact économique sur la prestation,
- 4) Lorsque l'application de la formule de variation des prix fait apparaître une variation sur 12 mois de plus de 5 % ou lorsque l'un des indices varie de plus de 3 %.

Les parties comparent l'évolution des charges d'exploitation et des prix de facturation et, le cas échéant, envisagent une modification de la structure de la révision des prix ou la définition de nouveaux prix de référence.

Le Titulaire est tenu de produire les justifications nécessaires. Les éventuels réexamens de prix se basent sur l'application des prix unitaires, donnés dans le bordereau de prix.

La procédure de réexamen n'entraîne pas l'interruption du jeu normal des formules de variation qui continuent à être appliquées jusqu'à l'achèvement de cette procédure.

Si dans les deux mois à compter de la date de demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une Commission. Cette Commission devra être formée dans un délai de 15 jours, et sera composée de trois membres, dont :

- l'un sera désigné par l'ADS,
- l'autre par le titulaire,
- le troisième par les deux premiers, et ce dans un délai de 15 jours.

Faute pour les parties de s'entendre dans ce délai, la désignation du troisième membre ainsi que des autres membres qui n'auraient pas été désignés par chacune des parties au contrat, sera faite par le Directeur de l'ADS-WF.

Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties, à compter de l'expiration de la période des deux mois ci-dessus.

La Commission devra faire une proposition de règlement amiable dans le mois suivant sa constitution et les parties devront l'accepter ou la rejeter dans les quinze jours suivant sa transmission.

A défaut pour la Commission de faire une proposition dans le délai imparti ou en l'absence d'accord des parties sur la proposition de la Commission, le litige sera porté devant le Tribunal administratif compétent par la partie la plus diligente.

#### **4.5- Impôts et taxes**

Tous les impôts ou taxes sont à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 5- BON DE COMMANDE**

Toute signature des bons de commande est requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé.

Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

L'acheteur doit être vigilant sur les modalités de constatation de cette notification car elle déclenche le délai d'exécution qui, s'il n'est pas respecté, ouvre droit à l'application de pénalités à l'encontre du titulaire.

A cet effet, il peut notamment être demandé au titulaire d'accuser réception du bon de commande.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture),
- la date d'émission du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture),
- le code du service en charge du paiement,
- la désignation et la quantité des prestations commandées,
- le prix correspondant toutes taxes comprises (TTC),
- le montant total TTC du bon de commande,
- la date de début d'exécution du bon de commande,
- la date de fin d'exécution du bon de commande,
- les lieux d'exécution des prestations,

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au CCAG de référence, les notifier à l'acheteur dans un délai de **8** jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 6- MODALITES DE PAIEMENT**

#### **6.1- Modalités d'établissement des acomptes et paiements**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.



Les bons de commandes du marché seront réglés sous forme de règlement définitif ou en plusieurs décomptes mensuels sur la base d'une facture et/ou d'un décompte présentée par le titulaire correspondant au bon de commande émis par le service.

Le règlement est effectué après constatation du service fait par le service et, par mandat administratif.

Le titulaire présentera une facture détaillée, comportant les différentes rémunérations et tous les justificatifs nécessaires à son contrôle.

La facture à produire en 3 exemplaires comprendra, outre les mentions légales :

- le nom, l'adresse et le numéro SIRET du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel que précisé aux actes d'engagement,
- la valeur des taux de révision et des indices, le détail de ces chiffres intégrés à la formule de calcul.
- le montant TTC des prestations effectuées, hors pénalités du mois,
- le montant TTC des pénalités du mois,
- le numéro et la date d'établissement de la facture,
- la date des prestations réalisées,
- le nom du patient Evasané,
- la destination.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2197-7 du CCP, la transmission des factures s'effectue sous format dématérialisé via le portail « Chorus Pro » accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

## **6.2- Paiement des cotraitants et sous-traitants**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants,
- A l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

**En cas de cotraitance** : La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la demande de paiement à lui payer directement.

### **En cas de sous-traitance :**

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé,
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur,
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le

titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé,

- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant,
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement,
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe,
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant,
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **6.3- Mode de règlement**

Le mode de règlement des sommes dues au titre du marché est le virement avec mandat administratif.

### **6.4- Délai de paiement des prestations**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture ou la date de service fait lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

### **6.5- Calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **6.6- Comptable assignataire**

Le comptable chargé du paiement est l'agent comptable de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna.

### **6.7- Avance**

Aucune avance n'est prévue dans ce marché de service.

## **ARTICLE 7- MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION**

Le marché public pourra être modifié dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique 2019.

## **ARTICLE 8- PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

- Si l'évacuation sanitaire d'urgence départ Wallis ou Futuna, arrivée à la structure de soin, est supérieure à 10 h : pénalité de 10.000,00€.

Ces pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'ADS.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché pourra faire l'objet d'une mise en demeure par l'ADS notifiée au Titulaire par tout moyen (mail, fax, lettre recommandée...). Dans l'hypothèse où cette mise en demeure resterait vaine, l'ADSWF pourrait prononcer la résiliation du marché conformément au présent paragraphe.

## **ARTICLE 9- FIN ANTICIPEE DU CONTRAT**

### **9.1- Résiliation du marché sans faute**

L'ADS-WF peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution du présent marché par simple décision notifiée au titulaire (fax, mail, lettre recommandée avec accusé de réception...).

Cette décision ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

Sauf dans les cas de résiliation prévus à l'article ci-après, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice subi du fait de cette résiliation.

Cette indemnisation comprend le remboursement des investissements réalisés par le titulaire spécifiquement pour l'exécution du présent marché pour leur valeur comptable non encore amortie à la date de la résiliation.

A défaut d'accord amiable sur le montant de l'indemnisation, il sera procédé dans les formes prévues à l'article 4.4 du présent CCAP pour la révision des prix.

En tout état de cause, le titulaire doit présenter une demande écrite d'indemnisation accompagnée de l'ensemble des justificatifs, par fax, mail ou lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de un mois suivant la réception de la décision de résiliation.

### **9.2- Résiliation du marché aux torts du titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par le titulaire lui-même ou par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS, et ce jusqu'à l'aboutissement d'une nouvelle procédure de consultation.

La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'aura droit à aucune indemnisation.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le Titulaire.

### **9.3- Cas de force majeure**

Si, durant le présent contrat, un cas de force majeure interrompt de façon durable, en tout ou partie, le service, les parties peuvent se concerter pour examiner, si cela est possible, les nouvelles conditions contractuelles adaptées à ces circonstances.

La force majeure est définie conformément à la réglementation et à la jurisprudence. Les grèves du personnel du Titulaire ne peuvent être considérées comme un cas de force majeure.

La partie qui invoque la force majeure doit en avertir l'autre dans les plus brefs délais, à l'effet d'examiner toutes les conséquences de la force majeure dès que ces événements auront cessé. L'invocation de la force majeure ne préjuge pas de la recherche de la responsabilité de l'une ou l'autre des parties.

## **ARTICLE 10- CESSIION DU CONTRAT ET SOUS-TRAITANCE**

### **10.1- Cession totale ou partielle du contrat**

Le présent marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle par le titulaire qu'après autorisation de l'ADS intervenue par décision de son conseil d'administration.

En tout état de cause, le titulaire demeure solidairement responsable avec le cessionnaire de la bonne exécution du présent marché.

En cas de cession non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché, conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-FCS.

### **10.2- Sous-traitance**

Il est interdit au titulaire de sous-traiter tout ou une partie du présent service sans que l'ADS ait préalablement accepté chacun des sous traitants et agréé leurs conditions de paiement.

En tout état de cause il reste solidairement responsable avec le(s) sous-traitant(s) envers l'ADS du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du présent marché.

Il devra préciser :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- Les capacités professionnelles (références et moyens).

Dans le cas où la sous-traitance est envisagée en cours d'exécution du marché, les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 11- RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers.

Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'ADS, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché.

Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultants de tout dommage.

En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

## **ARTICLE 12- CONTINUE DU MARCHE**

Les litiges pouvant intervenir entre l'ADS et le titulaire du marché, ne peuvent servir de justification à toute interruption, suspension même temporaire des clauses du présent marché.

La continuité et les impératifs du service public ne pourraient être remis en cause en cas de règle spécifique à la réglementation aérienne (par exemple, règles des repos des pilotes). Il appartient alors au titulaire de trouver des solutions ou de demander des dérogations, en particulier dans les cas d'urgences vitales.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause.

### **11.1 Inapplicabilité de la clause « non-adimpleti contractus »**

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre l'ADS et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

## **ARTICLE 13- DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

### **13.1- Dérogations au C.C.A.G-F.C.S.**

Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S. par l'article 3 du C.C.A.P.  
Dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-F.C.S. par l'article 7 du C.C.A.P.

### **13.2- Dérogations aux normes homologuées**

Sans objet.

## **ARTICLE 14- LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tél : +687.25.06.30 – Courriel : [greffe.ta-noume@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noume@juradm.fr)

Fait à ..... Le .....

Cachet et signature